



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Grèce

Question au Gouvernement n° 2603

Texte de la question

NÉGOCIATIONS ENTRE L'EUROGROUPE ET LA GRÈCE

M. le président. La parole est à Mme Eva Sas, pour le groupe écologiste.

Mme Eva Sas. Ma question s'adresse à M. le ministre des finances, et j'y associe ma collègue Danielle Auroi. Monsieur le ministre, la situation du peuple grec est aujourd'hui dramatique : le taux de chômage reste supérieur à 25 % et la moitié des jeunes sont touchés. Pour ceux qui ont encore un emploi, le salaire moyen a diminué de 20 % en quatre ans.

La politique européenne mise en œuvre vis-à-vis de la Grèce est un échec : un échec du point de vue social, et c'est terrible, mais aussi un échec du point de vue de la dette elle-même, car elle ne donne pas l'espoir au peuple grec de sortir de cette situation. La dette grecque est en effet passée de 120 à 175 % du PIB depuis le début du plan d'aide. Face à cette situation, la parole du peuple grec doit être entendue. Nous ne pouvons pas et nous ne devons pas sous-estimer l'épuisement de la population grecque face aux mesures imposées par la Troïka.

Le problème n'est pas simple et vous ne trouverez pas chez les écologistes de « y'a qu'à, faut qu'on », ne serait-ce que parce que nous n'oublions pas que la Grèce est débitrice de 43 milliards d'euros vis-à-vis de la France. Mais il faut regarder la réalité en face. Le prix Nobel d'économie Jean Tirole nous le rappelait la semaine dernière, la Grèce ne pourra pas rembourser l'ensemble de sa dette car, pour cela, il faudrait qu'elle dégage un excédent budgétaire de l'ordre de 4 % pendant des années.

Les positions défendues par l'Eurogroupe, ces derniers jours, sont de ce point de vue incompréhensibles. Vouloir imposer à la Grèce le prolongement du programme actuel, sans tenir compte de l'expression démocratique du peuple grec, est une position intenable. Le blocage idéologique n'est pas, contrairement à ce qu'évoquait Pierre Moscovici, du côté de la Grèce, mais bien du côté de l'Eurogroupe.

Monsieur le ministre, nous vous le demandons, la France soutiendra-t-elle la demande du gouvernement grec de négocier un nouveau programme d'aide ?

M. Éric Straumann. Qui va payer ?

Mme Eva Sas. La France s'engage-t-elle à tout faire pour assouplir la position de l'Eurogroupe et pour trouver un compromis acceptable permettant à la Grèce de rester dans la zone euro ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe écologiste et sur quelques bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des comptes publics.

M. Michel Sapin, *ministre des finances et des comptes publics*. Madame la députée Eva Sas, la position de la France, dans les jours et les heures qui viennent, est très simple : nous ferons tout pour qu'un accord intervienne entre la Grèce et les institutions européennes. Nous ferons tout, d'abord parce que c'est l'intérêt de la Grèce : si nous imaginons dans quelques jours la fin du processus et des accords entre la Grèce, l'Union européenne, la Banque centrale européenne ou le Fonds monétaire international, alors nous entrons dans un territoire totalement inconnu où les risques sont considérables, pour le peuple grec d'abord.

Ensuite, si jamais on s'orientait vers une sortie de la Grèce de l'euro, ce serait un échec politique grave pour nous, les Européens, qui voulons nous élargir et non pas nous rétrécir, qui voulons faire en sorte que tous les peuples qui ont choisi d'être dans l'Europe et dans l'euro trouvent leur place, leur pleine place, dans le respect, comme vous l'avez dit vous-même, des choix qui ont été faits par le peuple grec.

C'est le premier principe sur lequel je m'appuie dans toutes les discussions qui ont lieu aujourd'hui : nous devons respecter le choix du peuple grec. Ce n'est pas le même gouvernement, ce n'est pas la même majorité...

M. Philippe Armand Martin. Ils ont une majorité, eux !

M. Michel Sapin, *ministre*ce n'est pas le même programme, et on doit évidemment prendre en compte ces choix-là : c'est le principe même du respect de la démocratie.

Cela étant, vous le savez bien, et c'est ce que nous disent les autorités grecques d'aujourd'hui : la place de la Grèce est dans l'Europe, compte tenu des accords, des mécanismes qui régissent la place d'un pays, quelque pays que ce soit, au sein de l'Europe. Il faut donc trouver la solution qui permette à la Grèce d'avoir toute sa place dans l'Europe et à l'Europe de tenir compte des choix qui ont été faits par le peuple grec.

M. Yves Nicolin. Baratin !

M. Michel Sapin, *ministre* . C'est cela qui nous guide, et je veux aboutir rapidement à un accord pour éviter toute situation catastrophique. Tout comme vous, je veux que nous ayons le temps, la Grèce et nous, de discuter d'un nouveau programme.

M. Pierre Lellouche. C'est quoi, la politique de la France ?

Données clés

Auteur : [Mme Eva Sas](#)

Circonscription : Essonne (7^e circonscription) - Écologiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2603

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Finances et comptes publics

Ministère attributaire : Finances et comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [19 février 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [19 février 2015](#)